

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 138 (1993)
Heft: 1

Artikel: Les avatars d'une neutralité objective : les projets français d'intervention en Suisse (1940) : confirmation d'une hypothèse et conséquences humanitaires
Autor: Pedrazzini, Dominic M.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345267>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Les avatars d'une neutralité objective: les projets français d'intervention en Suisse (1940)

Confirmation d'une hypothèse et conséquences humanitaires

Par le lieutenant-colonel Dominic M. Pedrazzini

Dans un article paru en 1989¹, j'avais émis l'hypothèse selon laquelle les documents trouvés par les Allemands le 6 juin 1940 à la Charité-sur-Loire, étaient bien les dossiers du Groupe d'Armée 3 (GA 3) du général Besson, chargé de la «Manœuvre H».

Fort compromettants pour notre neutralité, ces papiers avaient disparu tant en Allemagne qu'en Suisse et, après la guerre, il ne restait plus que quelques indices, entre autres, un inventaire sommaire déposé à Potsdam et qui m'a incité à rechercher en France les archives du GA 3.

Je ne reviens pas sur leur contenu que j'ai déjà esquissé dans l'article précité, mais je tiens à signaler deux éléments nouveaux: une preuve qui corrobore mon hypothèse et la révélation récente de la présence clandestine en Suisse de l'un des protagonistes de cette affaire: le général SS Walter Schellenberg.

Une lettre de Masson...

En août 1991 paraissait à Fribourg un livre du docteur Francis Lang, ancien médecin-chef et chirurgien de Romont, intitulé *Mémoires d'un médecin de campagne 1940-1990*². Hélas déjà épuisé, cet ouvrage contient un chapitre inédit sur la fin du chef de l'espionnage allemand à l'étranger durant la dernière guerre mondiale: «La mort de Louis Kowalki, alias Walter Schellenberg». Il cite, en annexe, une lettre du brigadier Masson, du 11 janvier 1962, dans laquelle l'ancien chef du service suisse de renseignements, écrit ceci: «(...) Au lendemain de la découverte, dans une caisse de bureau de Gamelin, de documents compromettants pour Guisan, et qui du reste pouvaient faire suspecter l'attitude de toute l'armée suisse, je fus averti de ce fait par le général von Ilsemann, attaché militaire allemand à Berne, lequel

fut peu après convoqué à Paris. Inutile de dire que j'étais personnellement catastrophé de cette mauvaise nouvelle qui donnait aux Allemands la preuve de notre manque de neutralité et pouvait à leurs yeux justifier une action préventive. Il s'agissait en effet d'une convention passée entre le général Besson cdt le 3^e G.A. en réserve au nord-est de Porrentruy et, si je ne fais erreur, le colonel-div Dupasquier pour la défense commune franco-suisse du plateau de Gempen où se serait faite la soudure entre les deux armées. Tout d'abord, une convention avec l'étranger ne relevait pas du général, mais du Conseil fédéral qui avait les pleins pouvoirs. Ensuite une telle «alliance» était de nature à justifier une agression allemande si elle avait été connue avant le 10 mai 1940. Et finalement, l'armée suisse, à la remorque de ses chers alliés, aurait terminé sa campagne dans la région de Bordeaux ou (...) en Afrique du Nord. De tels

¹RMS, septembre 1989, pp. 437-452.

²D^r Francis Lang: *Mémoires d'un médecin de campagne 1940-1990, Fribourg, Editions Fragnière, 1991, p. 70 et ss., p. 209 et ss.*

pour parler passent en principe par les attachés militaires étrangers, qui étaient sous mes ordres mais, dans le cas particulier, j'ai tout ignoré. Puis un étrange silence succéda à cette découverte, qui évidemment continuait à m'inquiéter (...).³»

Voici donc solidement étayée mon allégation concernant les origines et le fonds des documents saisis par les Allemands. Il est intéressant de rappeler qu'ils ne touchaient pas seulement à la défense du plateau de Gempen, mais aussi à celle de tout ou partie du plateau suisse, voie d'invasion naturelle et – aux yeux des Français – obligée pour les Allemands désirant prendre à revers la ligne Maginot par le sud. Pour Gamelin, il s'agissait en priorité d'attirer l'ennemi sur territoire suisse, de prolonger le front français vers le sud, de livrer bataille sur le plateau: d'abord en amont de Berne, puis, toujours plus au nord-ouest! Enfin, une action de soudure avec l'armée suisse prévue par le général Georges une fois le conflit déclaré et, au moment le plus critique pour nous, l'abandon quasi total en dépit des promesses maintes fois renouvelées... Si je n'ai pu mettre la main sur des documents d'alliance effective, dont la *Note au commandement suisse* de mai 1939, mentionnée par le général Besson en février 1940, j'y ai relevé l'inexistence d'accords militaires, la discrétion



Roger Masson, chef du renseignement suisse pendant la Seconde Guerre mondiale.

la plus absolue exigée par le commandement helvétique, la liaison effectuée par le Lt-colonel français Garteiser, la communication par le GA 3, le caractère formel de la promesse d'assistance des Suisses (avril 1940) qui succède à l'appui matériel et moral promis en octobre-novembre 1939.

Le général Besson déploie l'absence de contacts directs avec le commandement suisse. Il souhaitait rencontrer les colonels Borel et Gonard, mais ne parle pas de Dupasquier. Quoi qu'il en soit, il y avait bel et bien entente et mésentente sur l'aide à apporter aux Suisses sans aucune implication de leur gouvernement. Qui mieux est, la subordination de tout ou partie de leurs troupes était déjà prévue par le général Georges!

L'encombrant Schellenberg

Le second élément nouveau concerne le général SS Walter Schellenberg. Au printemps 1951, le brigadier Masson s'adressa au docteur Lang en vue de l'hospitalisation de cet ancien officier nazi qui souffrait du foie. Collaborateur de Himmler dans les services de sécurité du IIIe Reich, chef de l'espionnage allemand à l'étranger, Schellenberg avait établi en Suisse un réseau d'espionnage efficace. L'un de ses agents lui ménagea, en 1942, une entrevue avec Roger Masson. Celui-ci craignait les répercussions de la découverte de la Charité-sur-Loire en haut-lieu germanique et souhaitait rencontrer des officiers supérieurs capables d'informer Berlin de notre volonté de neutralité. Crédibilité, confiance et sécurité en dépendaient. A ce titre, Roger Masson reverra plusieurs fois Schellenberg et lui fera même rencontrer le général Guisan en mars 1943 à Biglen (BE). Il en résulta d'heureuses conséquences pour la Suisse, ceci sans contrepartie: libération de compatriotes et d'étrangers, protection de l'aérodrome militaire de Dübendorf, arrêt de la propagande anti-suisse, gestes qui sauveront sans doute Schellenberg à Nuremberg, grâce notamment au rapport du brigadier Masson.

L'itinéraire de Schellenberg d'Allemagne en Suis-

³ *Ibid.*, pp. 217 et 218.

se apparaît plutôt tortueux: 1945, la Suède, Londres jusqu'en 1948, Nuremberg en 1946 comme témoin, puis comme accusé en 1948, trois ans de prison et ennuis de santé. Victime de plusieurs hépatites, il souhaite, en 1951, se faire soigner en Suisse.

Officiellement indésirable, Schellenberg trouva néanmoins en Roger Masson un interlocuteur favorable qui lui permit de passer la frontière sans encombres et le fit conduire à la clinique de Billens, chez le docteur Lang. Comme Masson, le médecin estimait à juste titre les services rendus par Schellenberg durant la guerre et se décida à le soigner discrètement.

Sympathique, intelligent, musicien et avocat de formation, Schellenberg était le cadet d'une famille de sept enfants. Fils d'un fabricant de pianos émigré au Luxembourg pour échapper à la misère, le jeune Walter dut abandonner ses études de médecine, faute de moyens, au profit du droit et du parti national-socialiste qui lui assurait du travail. Peu après son entrée dans les services de sécurité du IIIe Reich, il sera propulsé à la direction du contre-espionnage, puis de l'espionnage à l'étranger. Marié et père de cinq enfants, il épousera en secondes noces une jeune Polonaise.

Le docteur Lang a soigné ce patient clandestin à l'hôpital de Billens de l'autom-

ne 1951 au printemps 1952. Le personnel ignorait son identité et l'appelait «le Monsieur du 30A», numéro de sa chambre. Très vite, ils se lièrent d'amitié. Leur discussion était nourrie par les souvenirs de Schellenberg, ses combats dans les Balkans, ses contacts et sa vie en Europe centrale. La police fédérale découvrira l'identité de cet hôte indésirable, mais ne l'inquiétera pas. De plus, le praticien romontois tentera de le faire soigner à Lausanne et de lui trouver un refuge plus sûr, mais en vain. Le cas était compromettant pour plusieurs personnalités suisses et étrangères. Le général Guisan regretta de ne pouvoir lui venir en aide, la question relevant de la politique. Le conseiller fédéral Musy essaiera d'intervenir en recommandant le docteur Lang au nonce apostolique; le Vatican refusera d'accueillir Schellenberg. Grâce à de faux papiers, il put franchir la frontière et se faire soigner dans une clinique spécialisée de Pallanza. Des complications hépatiques le contraignirent à une hospitalisation d'urgence à Turin où il mourut à l'âge de 42 ans.

Quelques détails intéressants sont soulevés par le docteur Lang: aspects matériels du séjour helvétique de Schellenberg, l'aide ou l'oubli de ses obligés (Coco Chanel, Shiaparelli, la duchesse de Windsor), le rôle du brigadier Masson et de son acolyte Sven Hinnen, l'attitude et l'action controversées du conseiller fédéral Musy.

Ne retenons que Masson et Musy. Tous deux portaient une amitié sincère à Schellenberg. Le nazi est hors de cause. *Vae victis!* Mais ils en connaissaient l'incalculable appui aux heures les plus sombres de notre pays, menacé de l'ire hitlérienne et de l'hydre bolchéviste. Maintenant, il serait temps de sortir d'un angélisme coupable. Que serait devenue la Suisse au cœur d'une Europe mise à feu et à sang sans ces contacts patiemment établis avec tous les belligérants? La découverte des relations françaises et l'implication de Schellenberg en administrent la preuve. Ne nous leurrions pas. La neutralité la plus étroite n'est pas objective. Elle est tout simplement impossible.

Ne pouvant, en fait, rien refuser à personne, l'Etat neutre doit donner à chacun à peu près la même chose. Tout est dans le dosage. En cas de guerre, l'instinct de conservation prévaut, hélas mais c'est ainsi, toutes armes confondues. Le renseignement en est une, assortie d'une condition essentielle: le secret absolu, la responsabilité personnelle et totale de ses agents. Le brigadier Masson était sincère dans ses convictions, mais les politiciens suisses ne l'ont pas cru. Le général Guisan était également impliqué, mais en héros national, ne pouvait se compromettre ni s'afficher. Toute carrière brisée, chargé d'ans, de maux et de famille, Masson ne

dira rien, exemplaire et fidèle.

Or, le conseiller fédéral Jean-Marie Musy – préférant la lèpre à la peste – comprenait le nazisme comme un rempart contre le bolchévisme. L'alternative n'était peut-être pas

aussi nette, mais restait posée. En dépit d'une certaine confusion des genres, il s'avère que ses relations germaniques se sont révélées des plus utiles: les vies sauvées n'ont pas de prix.

Quoi qu'il en soit, les efforts déployés de part et

d'autre permettent de reconsidérer à la lumière des révélations d'un médecin de campagne, l'opportunité des liaisons dangereuses – mais vitales – qui, chez nous, ont contribué au maintien de la paix.

D. M. P.

Aux Etats-Unis, un véhicule d'exploration télécommandé

Afin de pouvoir étendre les secteurs d'observation des sections d'exploration, sans mettre en danger des vies humaines lors de certaines missions, l'*US Army* et le *Marine Corps* ont établi un cahier des charges qui devrait déboucher sur la mise au point d'un véhicule d'exploration télécommandé d'environ une tonne, le *TeleScout*.

Le projet prévoit de l'équiper d'une caméra

avec optique stéréo pour les déplacements de l'engin. Pour l'exploration, la reconnaissance, la surveillance et l'acquisition d'objectifs, un système de caméras, fixé sur un mat télescopique pouvant atteindre quatre mètres de hauteur, qui comprend en outre un intensificateur de lumière et une caméra infrarouge.

Ce véhicule à six roues, dont le moteur électrique

reste très silencieux, est conduit jusqu'à un certain point par un opérateur. Celui-ci le télécommande ensuite, au moyen d'un câble à fibre optique de 5 km de longueur. Si la liaison venait à s'interrompre (câble endommagé), le véhicule revient de lui-même jusqu'à son point de départ, mémorisé dans son ordinateur de bord (*Bulletin ASOR* 2/1992).

Le Service cinématographique de l'armée remporte un prix

Succès pour une production du Service cinématographique de l'armée! Le film *La liberté a besoin de protection: extraits de la défense générale de la Suisse* a remporté le troisième prix dans sa catégorie au plus

grand festival mondial de films de commande, l'«US Industrial Film & Video Festival».

Ce film d'environ soixante minutes, réalisé par Peter Wittler, ancien journaliste à

Kassensturz et au *Sonntagsblatt*, donne un aperçu de la diversité des efforts entrepris par la Suisse pour sauvegarder sa liberté et son indépendance (Information DMF).